

Objet : Recouvrement des indus de prestation et des prestations recouvrables sur succession par voie de contrainte – Annule et remplace [la circulaire n° 2017-17 du 27 avril 2017](#)

Référence : 2021- 2

Date : 12 janvier 2021

Direction juridique et de la réglementation nationale
Département juridique et coordination contentieux

Diffusion :

Mesdames et messieurs les directeurs des caisses d'assurance retraite et de la santé au travail et des caisses générales de sécurité sociale

Champ d'application Assurance Retraite :

Salariés et assimilés		oui
Travailleurs indépendants : commerçants, artisans, professions libérales non réglementées	Retraite de base	oui
	Retraite complémentaire	non

Résumé :

[La loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la Sécurité Sociale pour 2017](#) étend le champ du recours à la contrainte aux prestations recouvrables sur succession.

La circulaire met à jour les informations en matière de prescription, de modalité de délivrance de la contrainte, de notification à l'international, ainsi que les annexes (modèle).

La présente circulaire annule et remplace [la circulaire Cnav n° 2011-35 du 2 mai 2011](#) et [la circulaire Cnav n° 2017-17 du 27 avril 2017](#).

Numéro circulaire	Date	Auteur	Commentaire
2017-17	27/04/2017	DJC	Version initiale
2021- 2	12/01/2021	K. Matra I. Kone	Version mise à jour des annexes et des règles de prescription, de délivrance de la contrainte et de notification à l'international

Sommaire

1. Contexte législatif et réglementaire

- 1.1 Les textes législatifs et réglementaires
- 1.2 La justification de l'instauration d'un pouvoir de contrainte dans le cadre du recouvrement des indus de prestation vieillesse et des prestations recouvrables sur succession
- 1.3 Le champ d'application
 - 1.3.1 Champ d'application du pouvoir de contrainte
 - 1.3.2 Les limites à l'exercice du pouvoir de contrainte
 - 1.3.2.1 Le strict respect du formalisme
 - 1.3.2.2 Le seuil d'admission en non-valeur

2. Procédure

- 2.1 La procédure de notification
- 2.2 Les actions du débiteur
 - 2.2.1 Acquiescement de la dette
 - 2.2.2 Possibilité de présenter des observations écrites ou orales
 - 2.2.3 Possibilité de demander une remise de dette
 - 2.2.4 Possibilité de contester sur le fond
 - 2.2.5 Absence de réaction du débiteur
- 2.3 La mise en demeure
 - 2.3.1 Mentions obligatoires
 - 2.3.2 Modalité de délivrance
 - 2.3.3 Les actions du débiteur
- 2.4 La procédure de contrainte
 - 2.4.1 Les mentions obligatoires
 - 2.4.2 Le modèle de contrainte
 - 2.4.3 Les modalités de délivrance
 - 2.4.4 La notification à l'étranger
 - 2.4.5 Actions du débiteur
 - 2.4.5.1 Acquiescement de la dette
 - 2.4.5.2 Utilisation des voies de recours
- 2.5 L'opposition à contrainte
 - 2.5.1 Délai et forme de l'opposition
 - 2.5.2 Obligations de l'organisme
- 2.6 Les effets de la contrainte

2.7 Les effets du jugement du tribunal judiciaire statuant sur opposition

2.8 La prescription de l'action en recouvrement suite à la contrainte

3. Date d'entrée en vigueur

1. Contexte législatif et réglementaire

1.1 Les textes législatifs et réglementaires

[L'article L. 161-1-5 du code de la sécurité sociale](#) (CSS) issu de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a instauré un pouvoir de contrainte pour le recouvrement d'une prestation indûment versée.

Ainsi, il précise :

« Pour le recouvrement d'une prestation indûment versée, [...] le Directeur d'un organisme de sécurité sociale peut, dans les délais et selon les conditions fixées par voie réglementaire, délivrer une contrainte qui, à défaut d'opposition du débiteur devant la juridiction compétente, comporte tous les effets d'un jugement et confère notamment le bénéfice de l'hypothèque judiciaire. »

[Le décret d'application n° 2009-988](#) paru au journal officiel du 22 août 2009 prévoit la procédure de contrainte à mettre en place par la branche retraite.

[La circulaire interministérielle n° DSS/2B/4D/2010/214 du 23 juin 2010](#) a précisé les modalités d'application de la loi et du décret précités.

C'est [l'arrêté du 23 juillet 2010](#), paru au journal officiel du 14 septembre 2010 qui a fixé le modèle de contrainte pour les organismes chargés de la gestion des prestations d'assurance vieillesse.

Enfin, [la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017](#), étend le champ du recours à la contrainte aux prestations recouvrables sur succession.

1.2 La justification de l'instauration d'un pouvoir de contrainte dans le cadre du recouvrement des indus de prestation vieillesse et des prestations recouvrables sur succession

La généralisation du pouvoir de contrainte se justifie par :

- l'efficacité du recouvrement ;
- l'optimisation du délai des procédures contentieuses de recouvrement ;
- l'allègement des contentieux devant les juridictions.

1.3 Le champ d'application

1.3.1 Champ d'application du pouvoir de contrainte

[La circulaire interministérielle du 23 juin 2010](#) a précisé que la contrainte peut être délivrée pour recouvrer les prestations indûment versées. Pour les organismes de la branche retraite, il s'agit des prestations contributives et non contributives ainsi que les aides et prestations versées dans le cadre de l'action sociale.

Est exclu du champ d'application de la circulaire interministérielle le recouvrement des pénalités et sanctions financières mentionnées à [l'article L. 114-17 CSS](#), qui ne sont pas des indus de prestations versées par des organismes de sécurité sociale.

Cependant, le recouvrement des pénalités financières peut donner lieu à délivrance d'une contrainte en application du dispositif décrit à l'article L. 114-17 CSS.

[La loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016](#) de financement de la Sécurité Sociale pour 2017 étend le champ du recours à la contrainte aux prestations recouvrables sur succession.

Le recouvrement est opéré dans des conditions et selon des modalités fixées par décret, par les organismes ou services assurant le service de l'allocation mentionnés à [l'article L. 815-7 du CSS](#).

Le recouvrement par les caisses de la branche retraite de ces prestations est possible dès lors que l'actif net de la succession dépasse un seuil de 39 000 euros ([circulaire Cnav n° 2007-15 du 1^{er} février 2007](#)).

Cette procédure pourra être engagée dans le délai de 5 ans à compter de l'enregistrement d'un écrit ou d'une déclaration mentionnant la date et le lieu du décès du défunt ainsi que le nom et l'adresse de l'un au moins des ayants droit.

Pour faciliter cette procédure le droit de communication a été étendu au recouvrement des prestations recouvrables sur succession ([article L. 114-19 du CSS](#)).

1.3.2 Les limites à l'exercice du pouvoir de contrainte

1.3.2.1 Le strict respect du formalisme

L'[article L. 161-1-5 du CSS](#) prévoit que la délivrance d'une contrainte par le Directeur d'un organisme de sécurité sociale n'est pas une obligation, mais une faculté.

Ce pouvoir exorbitant du droit commun donné aux Directeurs d'organismes impose d'être particulièrement vigilant sur le respect du formalisme instauré par les textes.

1.3.2.2 Le seuil d'admission en non-valeur

Les organismes sont autorisés, en cas d'impossibilité de recouvrer la créance, à admettre en non-valeur les créances non prescrites selon les modalités définies par [l'article D. 133-2-1 CSS](#).

Compte tenu des frais de gestion liés à la délivrance de la contrainte, les organismes pourront ne pas y recourir lorsque le montant des indus à recouvrer est inférieur au seuil de l'admission en non-valeur des prestations, actuellement 80 euros.

2. Procédure

2.1 La procédure de notification

La notification émane du directeur de l'organisme de sécurité sociale.

Conformément aux dispositions prévues par [l'article R. 133-9-2 du CSS](#), la notification envoyée au débiteur doit comporter :

- Le motif, la nature et le montant des sommes réclamées ;
- La date du ou des versements ;
- L'existence d'un délai imparti au débiteur (deux mois maximum) pour s'acquitter des sommes réclamées ;
- Les délais et voies de recours ;
- Les conditions dans lesquelles le débiteur peut, dans le délai de deux mois, présenter ses observations écrites ou orales.

La notification peut être envoyée par lettre simple.

2.2 Les actions du débiteur

2.2.1 Acquittement de la dette

En cas de paiement de la dette par le débiteur par paiement intégral ou selon un échéancier, la procédure est terminée.

2.2.2 Possibilité de présenter des observations écrites ou orales

Le débiteur a la possibilité de présenter ses observations par écrit ou bien oralement.

En cas de manifestation de l'assuré ou de l'héritier, il conviendra de l'inciter à présenter des observations écrites plutôt qu'orales.

Ces observations sont à adresser au service en charge du dossier.

Elles ne constituent pas une saisine de la Commission de recours amiable (CRA) et devront être présentées dans le délai de deux mois suivant la réception de la notification.

2.2.3 Possibilité de demander une remise de dette

Le débiteur conserve la possibilité de saisir la CRA pour effectuer une demande de remise de dette. Cette saisine peut intervenir à tout moment, la demande de remise de dette n'étant pas soumise à une condition de délai.

La saisine de la CRA a un effet interruptif sur la procédure de recouvrement. L'organisme doit donc suspendre la procédure de contrainte en cas de demande de remise de dette.

2.2.4 Possibilité de contester sur le fond

Le débiteur peut saisir la CRA pour formuler une contestation relative à la révision de ses droits à prestation, à l'indu notifié ou la créance de succession. Cette réclamation devra être envoyée dans le délai de deux mois suivant la réception de la notification de l'indu ou de la mise en demeure.

La contestation devant la CRA suspend la procédure de contrainte jusqu'à la décision de la commission.

2.2.5 Absence de réaction du débiteur

Lorsque le débiteur ne s'est pas manifesté dans le délai imparti de deux mois suivant la réception de la notification, il convient de poursuivre la procédure et de mettre l'intéressé en demeure de payer les sommes demandées.

2.3 La mise en demeure

2.3.1 Mentions obligatoires

Conformément aux dispositions prévues par [l'article R. 133-9-2 du CSS](#), la mise en demeure, signée par le directeur de l'organisme, doit comporter :

- Le motif, la nature, le montant des sommes réclamées ;
- La date du ou des versements indus ;
- Le motif qui, le cas échéant, a conduit à rejeter totalement ou partiellement les observations présentées ;
- Les délais et voies de recours.

2.3.2 Modalité de délivrance

La mise en demeure est délivrée par tout moyen permettant de rapporter la preuve de sa date de réception.

2.3.3 Les actions du débiteur

En cas de paiement de la dette par le débiteur, par paiement intégral ou selon un échéancier, la procédure est terminée.

Si le débiteur demande une remise de dette, la procédure est suspendue jusqu'à décision de la CRA.

En cas de refus du débiteur de payer ou de silence de celui-ci dans le délai de deux mois à compter de la notification de la mise en demeure, le débiteur peut faire l'objet d'une procédure de contrainte.

2.4 La procédure de contrainte

2.4.1 Les mentions obligatoires

La contrainte doit émaner du directeur ou d'un agent de l'organisme concerné, ayant reçu une délégation de pouvoir.

Ainsi, est nulle la contrainte dont le signataire ne justifie pas d'une délégation de pouvoir donnée par le directeur de l'organisme concerné antérieurement à sa délivrance.

La contrainte doit comporter la signature de la personne habilitée et non une simple griffe, afin de pouvoir identifier le signataire.

Cette signature peut être automatisée (dans un arrêt de la cour d'appel de Versailles du 26 septembre 2019, le juge a estimé que la signature automatisée apposée sur une contrainte a pour seul but d'accélérer le processus de traitement des décisions du directeur et n'a aucune incidence sur la régularité de la contrainte (dans le même sens : CA Aix-en-Provence, 14^e ch., 27 sept. 2017, RG no 15/12340 ; CA Nancy, ch. soc., sect. 2, 27 sept. 2019, RG no 19/00034)

La mise en demeure et la contrainte doivent permettre à l'intéressé d'avoir connaissance de la nature, de la cause et de l'étendue de son obligation. A cette fin, il importe que ces deux documents précisent, à peine de nullité, la nature et le montant des sommes réclamées ainsi que la période à laquelle elles se rapportent.

Seuls ces trois éléments sont désormais requis par la jurisprudence pour qu'une contrainte soit valide.

Ainsi, la contrainte doit permettre au débiteur d'avoir connaissance de la nature, de la cause et de l'étendue de son obligation.

A ce titre y figurent :

- une référence de document ;
- la nature de la dette ;
- le montant ;
- la référence à la mise en demeure préalable ;
- les voies et délais de recours et le tribunal compétent.

2.4.2 Le modèle de contrainte

[L'arrêté du 23 juillet 2010](#) paru au JO du 14 septembre 2010 fixe le modèle de contrainte prévu par [l'article R. 133-7 du CSS](#) (Cf. annexe).

2.4.3 Les modalités de délivrance

La contrainte est signifiée au débiteur par acte d'huissier de justice ou par lettre recommandée avec avis de réception ([article R. 133-3 du CSS](#)).

A peine de nullité, l'acte d'huissier ou la lettre recommandée mentionne la référence de la contrainte et son montant, le délai dans lequel l'opposition doit être formée, l'adresse du tribunal compétent et les formes requises pour sa saisine.

De préférence, les caisses procéderont à la signification par voie de lettre recommandée avec accusé de réception.

Toutefois, si la contrainte est signifiée par voie d'huissier, elle l'est à la personne en cause selon les règles de droit commun ([articles 653](#) à [664](#) du code de procédure civile).

Dans cette hypothèse, l'huissier doit informer dans les huit jours l'organisme créancier de la date de signification.

Il résulte de [l'article R. 133-3](#) du même code que lorsque la contrainte est signifiée par acte d'huissier de justice, le délai de 15 jours part à la date de la signification, peu important qu'elle ait été faite à la personne du débiteur ou à domicile.

Conformément aux [article 640](#) et [642](#) CPC, lorsqu'un acte ou une formalité doit être accompli avant l'expiration d'un délai, celui-ci a pour origine la date de l'acte, de l'événement, de la décision ou de la notification qui le fait courir, et tout délai qui expire normalement un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Dans les mentions de l'acte signifié, doit y figurée la possibilité au débiteur de former une opposition dans les 15 jours sous peine d'irrecevabilité. L'omission de cette mention par l'huissier est opposable à la caisse dès lors que l'assuré n'a pas agi dans les délais. Ainsi la fin de non-recevoir tiré du non-respect du délai préfix par le débiteur peut être écartée par le juge.

2.4.4. La notification à l'étranger

La notification des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciales de procédure à l'étranger est régie par les articles 7 et 19 du règlement (CE) n° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 et des [articles 479](#) et [688](#) du code de procédure civile.

En cas de transmission d'un acte depuis un État membre en vue de sa notification à une personne résidant dans un autre État membre de l'Union européenne, l'entité requise de cet État procède ou fait procéder à cette notification.

Il sera rappelé que [l'article 643 du Code de procédure civile](#) augmente de deux mois supplémentaires les délais pour former opposition pour les débiteurs qui demeurent à l'étranger.

Cependant des éléments complémentaires sont à prendre en compte, notamment la traduction de l'acte qui peut être requise.

Une traduction des actes transmis dans la langue de destination est donc nécessaire, à moins que le destinataire ne comprenne le français.

2.4.5. Actions du débiteur

2.4.5.1 Acquittement de la dette

Le débiteur peut procéder au paiement des sommes dues par un règlement intégral ou selon un échéancier. La procédure est alors terminée.

2.4.5.2 Utilisation des voies de recours

Le débiteur utilise les voies de recours et saisit le tribunal judiciaire compétent d'une opposition à contrainte.

2.5 L'opposition à contrainte

2.5.1 Délai et forme de l'opposition

Le débiteur peut former opposition par inscription auprès du secrétariat du tribunal judiciaire dans le ressort duquel il est domicilié ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au secrétariat du tribunal dans les 15 jours à compter de la signification ([article R. 133-3 du CSS](#)).

L'opposition doit être motivée.

Une copie de la contrainte contestée doit lui être jointe.

Le greffe du tribunal avise l'organisme dans les huit jours de la réception de l'opposition.

2.5.2 Obligations de l'organisme

Dès qu'il a connaissance de l'opposition, l'organisme créancier adresse au secrétariat du tribunal compétent une copie de la contrainte, accompagnée d'une copie de la mise en demeure comportant l'indication du détail des sommes qui ont servi de base à l'établissement de la contrainte, ainsi que l'avis de réception, par le débiteur, de ladite mise en demeure ([article R. 133-5 du CSS](#)).

2.6 Les effets de la contrainte

A défaut d'opposition du débiteur devant le tribunal judiciaire dans les formes et délais requis, la contrainte comporte tous les effets d'un jugement et confère notamment le bénéfice de l'hypothèque judiciaire (l'hypothèque judiciaire résulte d'un jugement et permet au créancier d'inscrire son droit sur tous les immeubles actuels et futurs du débiteurs).

Les frais de signification de la contrainte et tous les actes de procédure nécessaires à son exécution sont à la charge du débiteur à moins que l'opposition ne soit jugée fondée ([article R. 133-6 du CSS](#)).

2.7 Les effets du jugement du tribunal judiciaire statuant sur opposition

La décision rendue sur opposition à contrainte est exécutoire de droit à titre provisoire (article R. 133-3 du CSS). Elle est susceptible des voies de recours dans les mêmes conditions que les décisions du tribunal judiciaire.

2.8 La prescription de l'action en recouvrement suite à la contrainte

[L'article 23 de la loi du 17 juin 2008](#) a créé un [article 3-1 dans la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991](#) portant réforme des procédures civiles d'exécution qui dispose que :

« L'exécution des titres exécutoires visés aux 1° à 3° de l'article 3 ne peut être poursuivie que pendant dix ans, sauf si les actions en recouvrement des créances qui y sont constatées se prescrivent par un délai plus long ».

Or, les titres exécutoires visés aux 1° à 3° de [l'article 3 de la loi du 9 juillet 1991](#) sont :

- Les décisions des juridictions de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif ainsi que les transactions soumises au président du tribunal de grande instance lorsqu'elles ont force exécutoire ;
- Les actes et les jugements étrangers ainsi que les sentences arbitrales déclarés exécutoires par une décision non susceptible d'un recours suspensif d'exécution ;
- Les extraits de procès-verbaux de conciliation signés par le juge et les parties.

Ainsi, pour les organismes de sécurité sociale, ce délai de prescription de 10 ans concerne les jugements rendus par les tribunaux compétents sur les sommes en cause.

S'agissant précisément des contraintes que les organismes de sécurité sociale peuvent délivrer pour recouvrer les sommes qui leur sont dues ([art. L. 114-17](#), [L. 161-1-5](#)), il convient d'opérer une distinction.

En effet, [l'article 3-1 de la loi du 9 juillet 1991](#) précité ne vise pas le 6°) de [l'article 3 de la loi du 9 juillet 1991](#) lequel définit les titres exécutoires et lequel concerne notamment les « *décisions auxquelles la loi attache les effets d'un jugement* » ce qui est le cas de la contrainte.

En conséquence, le délai de prescription de 10 ans concerne les contraintes devenues définitives et qui suite à une contestation devant le tribunal compétent ont été validées par cette juridiction.

En revanche, le délai de prescription des contraintes devenues définitives, mais qui n'ont pas fait l'objet d'une validation par le tribunal compétent faute d'opposition dans le délai de 15 jours est de 5 ans.

3. Date d'entrée en vigueur

S'agissant de la récupération sur succession, la procédure de contrainte est applicable aux créances notifiées après le 24 décembre 2016.

Les actions en justice engagées devant les juridictions compétentes avant le 24 décembre 2016 en vue d'obtenir un titre exécutoire et qui sont encore en cours ne doivent pas faire l'objet d'un désistement.

Renaud VILLARD

signé

Annexe 1 : Modèle de contrainte

CONTRAINTE

Référence :

Le débiteur
Nom et prénom du débiteur :

Adresse :

Les motifs :

Trop perçu de « nature de prestation » du fait (de la non-déclaration de ressources) (de la déclaration tardive de ressources) (de la non-déclaration de changement de situation familiale) (de la déclaration tardive de changement de situation familiale) (du transfert de résidence hors de France)
Recouvrement d'allocation sur la succession de Madame/Monsieur
Pénalité financière

Le Directeur de (nom de l'organisme gestionnaire des prestations d'assurance vieillesse) :

Adresse de l'organisme :

Agissant en vertu du code de la sécurité sociale (cocher ci-dessous les articles appropriés) :

- Pour le recouvrement d'indus de prestations ou de prestations recouvrables sur la succession : (articles L. 161-1-5, R. 133-3, R. 133-9-2) du code de la sécurité sociale)
- Pour le recouvrement de pénalités financières : (articles L. 114-17, R. 114-11, R. 133-3) du code de la sécurité sociale)

et après envoi de(s) la mise(s) en demeure prévue(s) aux articles visés ci-dessus contraint le débiteur au remboursement de **la somme deeuros** dont le détail figure ci-dessous :

Mise (s) en demeure : (date(s) de l'envoi) numéros	Montant : Indu (1) Pénalité (P)	Actes à l'origine de l'indu ou faits à l'origine de la pénalité (préciser l'acte ou le fait et la date)	Majorations de retard relatives aux pénalités financières ¹	Versements (V) Compensation (C) Remise de dette (R) ²	Sommes restant dues

¹ Les majorations sont calculées sur les sommes qui restent dues aux dates d'exigibilité mentionnées sur la mise en demeure (articles L. 114-17 et R. 114-11 du code de la sécurité sociale)

² Versements, compensation ou remises de dettes postérieures à l'envoi de la mise en demeure (sous réserve des versements non comptabilisés à ce jour).

- En application des articles L. 114-17, R. 114-11, L. 161-1-5 et R. 133-3 du code de la sécurité sociale (rayer les mentions inutiles), la présente contrainte à défaut d'opposition devant le tribunal compétent dans les quinze jours à compter de la signification, pourra faire l'objet, contre le débiteur et sans autre formalité, d'une exécution forcée.

LES VOIES DE RECOURS

A peine d'irrecevabilité, l'opposition doit être motivée et accompagnée de la copie de la présente contrainte. Elle doit être adressée au secrétariat-greffe du tribunal désigné ci-dessous, soit par inscription au dit secrétariat, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Tribunal compétent pour connaître d'une éventuelle opposition à contrainte :

Nom et adresse du tribunal :

Le (date)

Le Directeur
Ou son délégué

Annexe 2 : Modèle de signification de contrainte

Monsieur/Madame (Nom, Prénom débiteur)
Adresse du débiteur

(N° AR)

SIGNIFICATION DE CONTRAINTE

Le (Date)

Le Directeur de (nom de l'organisme gestionnaire des prestations d'assurance vieillesse)
Adresse de l'organisme

A

Monsieur/Madame (Nom, Prénom débiteur)
Domicilié(e) :
NIR

Vous signifie une contrainte rendue par le Directeur de (nom de l'organisme gestionnaire des prestations d'assurance vieillesse) le « date de la contrainte » portant la référence « n° contrainte ».

SI TP APRES DECES :

Concernant un trop perçu de retraite après décès du prestataire pour un montant de « montant » € du « mois/année » au « mois/année », réclamé par mise en demeure du « date MED ».

SI INDU DE PRESTATION :

Concernant un indu de « nature prestation » d'un montant de « montant » € perçu à tort au cours de la période du « mois/année » au « mois/année », réclamé par mise en demeure du « date MED ».

SI PENALITE FINANCIERE :

Concernant une pénalité financière d'un montant de « montant » €, réclamée par mise en demeure du « date MED ».

SI RECOUVREMENT ALLOCATION SUR SUCCESSION :

Concernant une créance d'allocation récupérable sur la succession de Madame/Monsieur xxx dont (le montant) (la quote-part) s'élève à « montant » € pour la période du « mois/année » au « mois/année », réclamé(e) par mise en demeure du « date MED ».

TRES IMPORTANT

Faute de règlement des sommes portées à la contrainte, ou d'opposition devant le pôle social du tribunal judiciaire de « nom et adresse du TJ », celle-ci sera exécutée comme un jugement en application des articles :

- L. 161-1-5 et R. 133-3 du code de la sécurité sociale. (pour les indus de prestations ou de prestations recouvrables sur la succession)
- L. 114-17 et R. 133-3 du code de la sécurité sociale. (pour les pénalités financières)

Le débiteur peut former opposition à contrainte par inscription au greffe du pôle social du tribunal judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au greffe de ce tribunal, dans les **15 jours à compter de la signification**.

A peine d'irrecevabilité, l'opposition doit être motivée et accompagnée de la copie de la présente contrainte.

Le Directeur
Ou son délégué